

## **Papiers Robespierre, Ivry, 5 novembre 2012**

---

Citoyennes, citoyens, chers amis,

Nous avons été près plus d'un millier à arriver au port, le 31 mai dernier, pour aider l'État à préempter les manuscrits de Robespierre et de Lebas mis en vente chez Sotheby's, un millier à réunir 118 000 euros pour un achat qui est monté à 813 000 euros, non comprises les taxes. La Société des études robespierristes, une vieille dame centenaire sans domicile fixe, qui remercie la municipalité d'Ivry de bien vouloir l'accueillir encore une fois aujourd'hui, a plus que jamais en cette occasion justifié de sa reconnaissance d'utilité publique. Elle a permis d'agrèger l'élan collectif suscité par cette vente publique, notamment porté par le Conseil scientifique de l'Université Paris 1-Sorbonne, l'Institut d'Histoire de la Révolution française, la Fondation Gabriel Péri, Nantes Histoire, l'Association locale pour la célébration de la Révolution française de Villejuif, l'Association des Amis de Robespierre, telle ou telle section du Parti communiste français. L'initiative a suscité des dons de valeurs extrêmement variées (environ 59% de 5 à 99 euros, 12% de 200 à 2 000 euros), et une géographie de ceux-ci qui vaudra étude précise : une surreprésentation de Paris et de la région parisienne (près de la moitié des versements), une part importante des régions PACA et Rhône-Alpes (16%), du Centre, des Pays-de-Loire, du Midi-Pyrénées, du Nord-Pas-de-Calais et de la Normandie ; en bref, une carte qui mériterait d'être rapprochée, avec d'infinies nuances, de réalités politiques, sociales, militantes sur le long terme. Chacun a versé selon ses moyens, chacun avec une claire conscience de son devoir, du poids de l'histoire révolutionnaire dans la construction de la République, avec émotion parfois aussi, une émotion souvent fondée sur le souvenir d'un roman national dont l'école a appris à tourner les pages. Ainsi l'exprime avec nostalgie un donateur de 91 ans, que les « hussards noirs » de la République ont éduqué à « tendre vers la vertu républicaine », et qui a lu à douze ans sa première biographie de l'Incorruptible. Un couple fait un don au nom de ses enfants, désirant rappeler à sa descendance son amour pour Robespierre, nourri des lectures transmises par ses ascendants, des enseignements du lycée puis de celui d'Albert Soboul en Sorbonne. Un autre excipe d'une généalogie qui remonte aux guillotins de thermidor an II, aux déportés politiques sous l'Empire d'un côté, aux compagnons de Bolivar de l'autre. Tandis qu'un souscripteur fait de Robespierre son « héros » maltraité, qu'un autre loue la modernité de sa pensée, un troisième – et il n'est pas isolé - avoue sa distance vis-à-vis des idées du Conventionnel mais « croit utile de participer à la connaissance de la période révolutionnaire ainsi qu'à la conservation de ces pièces en

France ». Conserver « notre patrimoine historique dans les mains de ceux qui savent ... et non des autres qui n'ont que l'argent » est une préoccupation plusieurs fois exprimée.

Soyons francs : lorsque Serge Aberdam, secrétaire général de la SER, et moi-même, alors président, avons convenu de recourir à cette souscription, nous ne rêvions pas d'un tel succès. Sans doute étions-nous échaudés par le peu de résultat des démarches plus discrètes que j'avais entreprises auprès de la Bibliothèque nationale de France et des Archives nationales le 24 avril, puis des Ministères de la Culture et de l'Enseignement supérieur le 5 mai, sachant la sensibilité des salles des ventes et des enchères à un intérêt fortement et publiquement exprimé des acheteurs. Tandis qu'Agnès Magnien, directrice des Archives nationales, envisageait, faute de moyens financiers, de se contenter d'une reproduction de textes qu'elle jugeait suffisamment connus et publiés, de maigres assurances verbales d'une préemption par l'État nous parvenaient du cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse. Force est de constater que si la prudence est mère de sûreté, elle n'enfante guère de décision politique vigoureuse. Cela interroge, si besoin est, sur l'hypersensibilité des décideurs à la médiatisation. En l'occurrence, il a fallu tout le poids de l'expression publique, jusqu'à cette date retenue, pour faire sensiblement bouger les lignes : l'article de Pierre Serna, directeur de l'Institut d'Histoire de la Révolution française, dans *Le Monde*, le mien dans *L'Humanité*, nos interventions successives sur les radios et les chaînes télévisées nous ont attiré l'intérêt sympathique et actif d'élus de la nation, issus en premier lieu des partis de l'ancienne Union de la Gauche. Il faut particulièrement saluer les interventions publiques décisives de Catherine Lemorton, députée socialiste de Haute-Garonne, à l'Assemblée nationale, et de Jack Ralite, sénateur communiste de Seine-Saint-Denis, dans la Haute-Assemblée et auprès de Frédéric Mitterrand ; les courriers des députés de Meurthe-et-Moselle Hervé Féron, Christian Eckert et Jean-Yves Le Déaut auprès du même ministre ; la déclaration de Pierre Laurent, au nom du Parti communiste français, en faveur de la préemption. Les saluer d'autant plus que quolibets et sifflets n'ont pas manqué sur les bancs de la majorité, autrement plus lénifiante lorsqu'il s'agit de sanctuariser la réflexion mémorielle dans le calendrier revisité des fêtes nationales ou dans le fort controversé Musée de l'Histoire de France, cet aquarium d'eaux troubles au sein duquel ses promoteurs, et parmi eux des universitaires se faisant historiographes, agitent sans imagination concepts et projets aseptisés.

Sans doute le mensuel *Historia* libérait-il d'un poids énorme les consciences ainsi dévoilées dans les interjections, en publiant en août son numéro 777 intitulé « Robespierre : le psychopathe légaliste ». Forte de trois collaborations universitaires, dont deux des naïfs auteurs ne peuvent que sortir marris de l'aventure, la revue prétend s'interroger sur la prétendue folie sanguinaire de Robespierre, son idéalisme fanatique, mais aussi sur sa capacité à sauver la Révolution, ce qui réduit évidemment celle-ci au creuset des dérangements psychiques précités et permet toutes les approximations, tous les anachronismes. Ainsi, selon Pierre Baron, le Conventionnel, « légaliste outrancier, enfermé dans une profonde solitude idéologique », couvrirait « le massacre des Vendéens dont le seul crime est de ne pas « voter » comme lui » ! Ces arpèges sur les partitions - vieilles de plus d'un siècle - du bon docteur Cabanis font chorus avec l'air entonné *urbi et orbi* boulevard Raspail sur la Grande Terreur de l'an II, matrice de toutes les terreur politiques contemporaines, et plus encore avec les thèses thermidoriennes confondant Robespierre avec la politique du Grand Comité de salut public. Si la question des procès et de l'exécution des adversaires politiques est loin d'être anodine en tout temps et en tout lieu, et rendue plus sensible par ses réitérations historiques massives et dramatiques comme par nos us et affects contemporains qui n'empêchent rien, les angles d'approche précités évitent l'interrogation sur les responsabilités collectives d'un pouvoir exécutif collégial, légal, reconduit et légitimé par la Convention nationale. Aucun cas n'est fait de l'appareil conceptuel dont disposaient les fondateurs d'une imparfaite démocratie électorale, depuis leurs lectures collégiennes de Bossuet jusqu'à leur curiosité mature pour Rousseau, l'un et l'autre peu enclins à laisser cohabiter plusieurs vérités. La prise en compte des circonstances est balayée comme excuse facile, ce qui ne laisse d'étonner dans une prétendue analyse historique, comme si l'état de guerre civile qui marque les débuts de la république – à l'instar de celle dont émergèrent les jeunes États-Unis -, ou le conflit européen n'avaient aucune conséquence sur l'organisation de la vie publique – ce que l'on n'oserait prétendre pour les gouvernements de crise suscités par les affrontements ultérieurs, si prompts à user de la censure et des interdictions. Les « Thermidoriens », se protégeant de tout procès ou autocritique par la désignation d'un commode bouc émissaire, actent les revirements idéologiques, les reniements d'alliances et la réécriture de l'événement comme tactique politique. Brandissant la raison retrouvée en lieu et place de la prétendue déraison sanglante de leur victime, ils inscrivent aussi dans la tradition historiographique et politique nationale la condamnation d'une association entre les gouvernants et les militants populaires, renvoyés à leurs passions et à leur enfance, peuple à

éduquer pour l'heure inadéquat à une république censitaire, longuement exclu ensuite au titre des « classes dangereuses ». L'élite qui prétend, avec le succès que l'on sait, nous gouverner et nous dire le vrai, la règle économique, la doxa diplomatique, fleur au fusil et philosophie en berne, est l'héritière en partie inconsciente de cette supercherie des origines démocratiques de la France. Monsieur Jourdain est aussi thermidorien, à défaut d'être parfaitement républicain ...

Il ne s'agit pas d'offrir en retour ou en réponse un panégyrique académique et glacé d'un Robespierre victimisé, malgré l'ostracisme le privant d'une rue parisienne au titre d'une légende noire reprise comme une antienne par les municipalités successives. En faire l'incarnation positive et unique de la Révolution serait réduire celle-ci et condamner une nouvelle fois celui-là, quels que soient les élans de plume de Jaurès, réservé à l'égard du robespierrisme mais prompt à affirmer dans son *Histoire socialiste de la Révolution*, à l'adresse des Conventionnels, ses prédécesseurs : « Ici, sous ce soleil de 93 qui échauffe votre âpre bataille, je suis avec Robespierre, et c'est à côté de lui que je vais m'asseoir aux Jacobins. Oui, je suis avec lui parce qu'il a, à ce moment, toute l'ampleur de la Révolution » (Tome VI, *La Convention*, p. 194). Cette opposition à fronts renversés lassait le grand historien Marc Bloch, implorant : « Robespierristes, antirobespierristes, nous vous crions grâce ; par pitié, dites-nous simplement : quel fut Robespierre ? » L'adverbe « simplement » s'avère bien encombrant, antithétique avec une complexité économique, sociale, politique, humaine sans cesse approfondie par les sciences sociales. Il serait, certes, bien difficile de nier la sincérité du patriote de 1789, de ses combats contre la peine de mort, l'esclavage, la guerre, pour le suffrage universel, la force de la conviction exprimée dans près de 1 500 interventions publiques, l'engagement, jusqu'aux dernières limites physiques et au prix de l'acceptation d'une violence révolutionnaire légalisée, dans l'organisation de la victoire sur les puissances coalisées. Sa réputation d'« Incorruptible » en dit long sur la perception parfois admirative et respectueuse, parfois agacée ou sarcastique, que ses contemporains avaient de son appétence à la conceptualisation morale des principes politiques, jusqu'aux incompréhensions nées de la promulgation par sa volonté du culte de l'Être suprême, ou d'une vie toute entière en apparence consacrée exclusivement au combat professionnel puis politique. Mais la pensée, l'action d'un responsable public sont rarement linéaires au rang où la vit Robespierre et dans des circonstances d'une Révolution, mieux connue par une recherche sans cesse renouvelée. La part tactique des alliances avec le

mouvement populaire mais la sincérité de la vision sociale, les hésitations sur le libéralisme économique mais le combat pour le maximum, la désacralisation de la propriété mais le renvoi de la loi agraire aux utopies, sont par exemple aussi lourdes de limites, de contradictions que riches de dépassements, jusqu'au sacrifice ultime s'il s'agit de « voir au moins briller un jour l'aurore de la félicité universelle ». Il faut donc pouvoir réinterroger en permanence l'homme et l'œuvre, comme y invite la charte de la Société des études robespierristes depuis 1907 : elle « a pour but de rechercher, de classer et de publier tous les documents historiques qui peuvent apporter, dans la biographie de Robespierre, dans l'étude de ses idées politiques, dans l'histoire de son influence, une nouvelle clarté. Elle se propose de travailler par les méthodes les plus rigoureuses et les plus précises, dans une impartialité absolue, à l'analyse d'une époque qui, défigurée par la passion, demeure encore, sur bien des points, mal étudiée, mal connue, mal jugée. Si elle considère Robespierre comme celui qui, depuis l'ouverture des États généraux jusqu'au 9 thermidor, incarne le plus parfaitement la Révolution elle-même, elle étend par une conséquence naturelle, le champ des ses investigations jusqu'à la Révolution tout entière, et jusqu'à ses manifestations qui au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ont marqué les développements et l'histoire de la pensée révolutionnaire ». D'où la publication, entre 1912 et 1967, puis en 2007, dans un contexte remarquablement rappelé en introduction par Claude Mazauric, des *Œuvres complètes* de Robespierre, pour l'heure en onze volumes, avant que d'autres découvertes n'en justifient un douzième, et le fonds Lebas, fort de cette grosse centaine de pages de brouillons ou d'imprimés annotés sur des moments essentiels de la geste et des choix révolutionnaires, est évidemment un argument fort pour songer à de nouveaux compléments. D'où, aussi, l'affirmation d'Albert Mathiez, qu'en conclusion je fais volontiers mienne au nom de l'histoire critique, de la raison raisonnante et du nécessaire débat contradictoire, en-dedans et en dehors d'une Société des études robespierristes comptant la plupart des chercheurs français et étrangers spécialistes de la Révolution française, et réputée entre autres pour sa revue soutenue par le CNRS et le Centre national du Livre, les *Annales historiques de la Révolution française* :

« Ils se trompent ceux qui dédaigneusement nous reprochent de former une association culturelle autour de l'Incorruptible. Nous ne faisons brûler de cierges en l'honneur d'aucune idole, morte ou vivante. Nous ne sommes pas tous robespierristes, et, en tout cas, nous ne sommes pas tous disposés à donner toujours raison en tout et partout à Robespierre ».

**Philippe BOURDIN**